

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 943

[C - 2012/29124]

20 DECEMBER 2011. — Decreet houdende instemming met de statuten van het Internationaal Agentschap voor hernieuwbare energie (IRENA), gedaan te Bonn op 26 januari 2009 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :
Enig artikel. De statuten van het Internationaal Agentschap voor hernieuwbare energie (IRENA), gedaan te Bonn op 26 januari 2009, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
 Brussel, 20 december 2011.

De Minister-President,
 R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
 J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
 A. ANTOINE

De Minister van Hoger Onderwijs,
 J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
 Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
 Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
 Mevr. M.-D. SIMONET

—
 Nota

(1) *Zitting 2011-2012*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 278-1. — Verslag nr. 278-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 december 2011.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 944

[C - 2012/31035]

13 OCTOBRE 2011. — Arrêté 2010/893 du Collège de la Commission communautaire française portant statut pécuniaire du personnel enseignant non-subventionné de la Commission communautaire française et octroyant des compléments de traitement à certains membres du personnel enseignant subventionné des établissements d'enseignement de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 mai 2009 fixant le statut de certaines catégories de membres du personnel de l'enseignement organisé par la Commission communautaire française ne relevant ni du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ni du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 décembre 2009 fixant les normes d'encadrement des établissements scolaires de la Commission communautaire française pour le personnel enseignant non subventionné;

Vu la Résolution du Conseil provincial du Brabant du 27 octobre 1972 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements provinciaux d'enseignement de plein exercice;

Vu la Résolution du Conseil provincial du Brabant du 27 octobre 1972 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements provinciaux d'enseignement de promotion sociale;

Vu la Résolution du Conseil provincial du Brabant du 28 octobre 1976 octroyant un complément de traitement à certains membres du personnel en fonction dans l'enseignement spécial;

Vu l'accord de coopération du 30 mai 1994 entre l'autorité fédérale, la Communauté française, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la Province de Brabant vers la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les Commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et vers l'autorité fédérale;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 20 octobre 2010;

Vu l'accord du Membre du Collège en charge du Budget;

Vu le protocole d'accord n° 2011/24 du Comité de secteur XV du 1^{er} juillet 2011;

Vu l'avis n° 50.230/2 du Conseil d'Etat, donné le 28 septembre 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le personnel régi par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 mai 2009 fixant le statut de certaines catégories de membres du personnel de l'enseignement organisé par la Commission communautaire française ne relevant ni du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ni du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés est toujours rétribué sur base des Résolutions provinciales du 27 octobre 1972 susvisées;

Considérant que les membres de ce personnel ne bénéficient dès lors pas du même régime que le personnel subventionné par la Communauté française, en terme de valorisation de l'expérience acquise notamment;

Considérant qu'alors que la Communauté française a accordé une augmentation salariale régulière à ses enseignants, les membres du personnel non subventionné, engagés par la Province avant sa scission ou par la Commission communautaire française, se voient appliquer un barème inchangé depuis le 1^{er} novembre 1993;

Considérant qu'il existe dès lors une différence de traitement entre des agents détenteurs d'un même titre, fonctionnant au sein d'un même établissement et assumant les mêmes fonctions et responsabilités;

Sur proposition du Membre du Collège en charge de l'Enseignement,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à l'ensemble des membres du personnel régi par l'arrêté de la Commission communautaire française du 28 mai 2009 fixant le statut de certaines catégories de membres du personnel de l'enseignement organisé par la Commission communautaire française ne relevant ni du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ni du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés.

§ 2. Le présent arrêté s'applique également aux membres du personnel enseignant et y assimilé subventionné par la Communauté française qui bénéficient d'un complément de traitement à charge de la Commission communautaire française.

Art. 2. L'emploi dans le présent arrêté des noms masculins est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 3. Les dispositions contenues dans l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique sont applicables mutatis mutandis au personnel visé à l'article 1^{er}.

Art. 4. Sous réserve de l'application des articles 12, 22 et 23, les dispositions contenues dans l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat sont applicables mutatis mutandis au personnel visé à l'article 1^{er}.

Art. 5. Sous réserve de l'application des articles 12 et 23, les dispositions contenues dans l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise sont applicables mutatis mutandis au personnel visé à l'article 1^{er}.

Art. 6. Les dispositions contenues dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont applicables mutatis mutandis au personnel visé à l'article 1^{er}.

Art. 7. Les dispositions contenues dans l'arrêté ministériel du 20 août 1959 fixant la durée des services admissibles prestés à titre intérimaire par les membres du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique sont applicables mutatis mutandis au personnel visé à l'article 1^{er}.

Art. 8. Les dispositions contenues dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1990 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et aux membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, désignés provisoirement à une fonction mieux rétribuée que celle à laquelle ils sont nommés ou engagés à titre définitif sont applicables mutatis mutandis au personnel visé à l'article 1^{er}.

Art. 9. Les dispositions contenues dans l'article 3 du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement sont applicables mutatis mutandis au personnel visé à l'article 1^{er}.

Art. 10. Les dispositions contenues dans l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de la Communauté française et aux membres du personnel technique des CPMS de la Communauté française désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion sont applicables mutatis mutandis au personnel visé à l'article 1^{er}.

Art. 11. § 1^{er}. Pour la lecture des textes visés aux articles 4 et 5, il convient d'appliquer aux barèmes suivants les codes Etnic correspondants :

Barème 358 : code 143/1
Barème 359 : code 153
Barème 301 : code 216
Barème 159 : code 150
Barème 507 : code 465
Barème 164 : code 167
Barème 151 : code 015
Barème 501 : code 415
Barème 316 : code 260
Barème 231 : code 231
Barème 125 : code 030
Barème 122 : code 020
Barème 311 : code 240
Barème 377 : code 416

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, l'expérience utile reconnue recouvre toute expérience professionnelle, d'une durée minimum de 2 ans, ayant permis au membre du personnel d'accumuler une expérience utile à la fonction dans laquelle il est amené à fonctionner.

Le membre du personnel transmet tout document de nature à prouver cette expérience à l'administration qui, après analyse, sollicite l'accord du Ministre chargé de l'Enseignement pour la valorisation de cette expérience utile.

Art. 12. Complémentaire aux dispositions contenues dans l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat et aux dispositions contenues dans l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, les barèmes des fonctions suivantes sont attribués comme suit :

A. Fonction de recrutement

§ 1^{er}. Du personnel enseignant

Chargé de cours :

Porteur d'un diplôme du niveau supérieur du 1 ^{er} ou du 2 ^e degré : 1/800e, par heure de cours, de la moyenne du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle	301/2
Porteur d'un diplôme universitaire : 1/800 ^e , par heure de cours, de la moyenne du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle	501/2

§ 2. Du personnel auxiliaire d'éducation

1. Educateur sportif :

Porteur d'un CESS ou ETSS et possédant une expérience utile reconnue	125
Porteur d'un CESS ou ETSS et titulaire d'un document émanant d'une fédération sportive reconnue attestant de son expérience dans le domaine concerné	159

2. Surveillant-éducateur :

Porteur d'un CESS ou ETSS	122
Porteur d'un CESS ou ETSS et possédant une expérience utile reconnue	125
Porteur d'un ETS1d ou CTS1d (si 900 périodes)	857 ou 394
Porteur d'un ETS1d ou CTS1d (si 900 périodes) + CAP/CNTM	301 ou 358
Porteur d'un titre du niveau supérieur de la catégorie sociale ou pédagogique comportant au moins 900 périodes	301 ou 358

3. Surveillant-éducateur d'internat :

Porteur d'un CESS ou ETSS	125
Porteur d'un titre du niveau supérieur de la catégorie sociale ou pédagogique comportant au moins 900 périodes	301
Porteur d'un titre du 2 ^e ou du 3 ^e degré	301

§ 3. Du personnel chargé d'un travail administratif

* Secrétaire-bibliothécaire :

Porteur d'un CESS ou ETSS	122
Porteur d'un CESS ou ETSS et possédant une expérience utile reconnue	125
Porteur d'un titre du niveau supérieur de la catégorie sociale ou pédagogique comportant au moins 900 périodes	301

* Econome d'internat :

Porteur d'un CESS ou ETSS et possédant une expérience utile reconnue	125
Porteur d'un ETS1d	301

Porteur d'une licence ou d'un master	359
§ 4. Du personnel paramédical	
Aide-soignant :	
Porteur d'un CESS (dans une spécialité relevant de la fonction) + Expérience utile reconnue	125
Porteur d'un brevet d'infirmier	159
B. Fonction de sélection	
* Educateur-chef	231
* Responsable du restaurant d'application « Free-Flow » du CERIA	231
C. Fonction de promotion	
* Inspecteur pédagogique	507
* Administrateur d'internat	164
* Administrateur	164
* Responsable des restaurants scolaires	377

Art. 13. § 1^{er}. Les agents subventionnés par la Communauté française s'étant vu reconnaître par la Province du Brabant ou la Commission communautaire française une ancienneté pécuniaire supérieure à celle admise par la Communauté française perçoivent un complément égal à la différence de traitement générée par la différence d'ancienneté reconnue.

§ 2. Les agents subventionnés par la Communauté française s'étant vu attribuer par la Province du Brabant ou la Commission communautaire française un barème donnant droit à une échelle de traitement plus favorable que celui attribué par la Communauté française perçoivent un complément égal à la différence de traitement générée par la différence de barème.

Art. 14. Les membres du personnel visé à l'article 1^{er}, § 1^{er} du présent arrêté, appartenant aux catégories du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation, affectés dans un établissement d'enseignement spécialisé de la Commission communautaire française et porteurs du certificat d'aptitude à l'éducation des élèves à besoins spécifiques bénéficient d'un complément de traitement égal à 15 % de leur traitement.

Les membres du personnel visé à l'alinéa 1^{er} bénéficient également d'un complément de 15 % calculé sur base du pécule de vacances et l'allocation de fin d'année.

Le complément de traitement est liquidé en même temps que le traitement et selon le même mode de rémunération. Il intervient dans le calcul des pensions et des retenues pour pensions.

Art. 15. Les membres du personnel subventionné par la Communauté française, appartenant aux catégories du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation, affectés dans un établissement d'enseignement spécialisé de la Commission communautaire française et porteurs du certificat d'aptitude à l'éducation des élèves à besoins spécifiques bénéficient d'un complément de traitement égal à 15 % de leur traitement sous déduction du supplément de traitement qui leur est alloué sur base de l'arrêté de l'exécutif de la communauté française du 3 septembre 1991 accordant un supplément de traitement aux membres du personnel de l'enseignement spécialisé porteur du certificat d'aptitude à l'éducation des élèves à besoins spécifiques.

Les membres du personnel visé à l'alinéa 1^{er} bénéficient également d'un complément de 15 % calculé sur base du pécule de vacances et de l'allocation de fin d'année.

Le complément de traitement intervient dans le calcul des pensions et des retenues pour pensions.

Art. 16. Une prime de nuit est octroyée aux membres du personnel surveillant-éducateur d'internat qui effectue des prestations entre 22 heures et 6 heures du matin. Cette prime est fixée forfaitairement à 3 euros brut indexé par nuit et s'ajoute au traitement.

Art. 17. Une allocation de foyer ou une allocation de résidence est octroyée aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} aux mêmes conditions que celles d'application pour les agents des services du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 18. Le pécule de vacances octroyé aux membres du personnel visé à l'article 1^{er} est calculé et liquidé conformément aux dispositions contenues au chapitre VII du titre 1^{er} du décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente.

Art. 19. L'allocation de fin d'année octroyée aux membres du personnel visé à l'article 1^{er} est calculée et liquidée conformément aux dispositions contenues dans l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public.

Art. 20. Une indemnité pour frais funéraires est octroyée en cas de décès d'un membre du personnel conformément aux dispositions contenues dans l'arrêté royal du 19 juin 1967 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès de certains membres du personnel ressortissant au Ministère de l'Education nationale et de la Culture.

Art. 21. En cas de revalorisation barémique ou de révision du barème attaché à une fonction par le Gouvernement de la Communauté française, l'application des articles 3 à 12 du présent arrêté est préalablement soumise à la négociation en Secteur XV et à l'approbation du Collège.

Art. 22. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 12, point A. Fonction de recrutement, § 2, 3; Surveillant-éducateur d'internat, les membres du personnel bénéficiant du barème 359 à la date d'adoption du présent arrêté conservent ce barème tant qu'ils exercent la fonction de surveillant-éducateur d'internat.

§ 2. Par dérogation à l'article 16, les surveillants-éducateurs d'internat bénéficiant du barème 359 ne peuvent prétendre à l'obtention de primes de nuit.

Art. 23. § 1^{er}. Jusqu'au 30 juin 2010, les membres du personnel énumérés ci-après bénéficient, pour le calcul de leur complément non subventionné de traitement, des barèmes suivants :

Pour l'Institut Robaye :

Directeur : 5/100^e de la moyenne du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle 311/2

Surveillant-Educateur 157

§ 2. Le membre du personnel visé ci-après bénéficie, pour le calcul de son traitement et de sa pension, du barème suivant :

Médiateur :

Porteur d'un CESS ou ETSS et possédant une expérience utile reconnue 358

Art. 24. Les membres du personnel paramédical qui bénéficiaient avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté du complément de traitement pour prestations extraordinaires et variables comportant à la fois des prestations de nuit et des prestations accomplies les dimanches et jours fériés (10 % du premier échelon de l'échelle barémique correspondant à leur fonction) conservent cet avantage.

Art. 25. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, § 1^{er} du présent arrêté et qui ont été nommés définitivement par la Province du Brabant avant le 31 décembre 1994 conservent le droit à une pension calculée selon les textes régissant les pensions octroyées par la Province du Brabant.

Art. 26. Par dérogation aux dispositions du présent arrêté, les membres du personnel enseignant, nommés au plus tard à la date du 31 décembre 1994 par la province du Brabant, conservent le bénéfice des dispositions plus favorables contenues dans les Résolutions du Conseil provincial du Brabant portant statut pécuniaire.

Art. 27. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Art. 28. Le Membre du Collège compétent pour l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 octobre 2011.

Par le Collège :

Chr. DOULKERIDIS,

Président du Collège en charge de l'Enseignement.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 944

[C - 2012/31035]

13 OKTOBER 2011. — Besluit 2010/893 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende bezoldigingsregeling van het niet-gesubsidieerd onderwijzend personeel van de Franse Gemeenschapscommissie en toekenning van weddencomplementen aan sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs van onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 mei 2009 tot vaststelling van het statuut van bepaalde categorieën personeelsleden van het door de Franse Gemeenschapscommissie ingerichte onderwijs, die noch onder de toepassing vallen van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, noch onder die van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 2009 tot vaststelling van de omkaderingsnormen van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie voor het niet-gesubsidieerd onderwijzend personeel;

Gelet op de Resolutie van de Provincieraad van Brabant van 27 oktober 1972 houdende bezoldigingsregeling van de leden van het bestuurs- en onderwijzende personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van de provinciale onderwijsinstellingen met volledig leerplan;

Gelet op de Resolutie van de Provincieraad van Brabant van 27 oktober 1972 houdende bezoldigingsregeling van de leden van het bestuurs- en onderwijzende personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de provinciale onderwijsinstellingen voor sociale promotie;

Gelet op de Resolutie van de Provincieraad van Brabant van 28 oktober 1976 tot toekenning van een weddencomplement aan sommige personeelsleden die een ambt uitoefenen in het bijzonder onderwijs;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 tussen de federale overheid, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de verplichte overheveling zonder schadeloosstelling van het personeel en de goederen, rechten en verplichtingen van de provincie Brabant naar de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschapscommissies bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, en naar de federale overheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 oktober 2010;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting;

Gelet op het akkoordprotocol nr. 2011/24 van het Sectorcomité XV van 1 juli 2011;

Gelet op advies nr. 50.230/2 van de Raad van State, gegeven op 28 september 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het personeel dat onder de toepassing valt van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 mei 2009 tot vaststelling van het statuut van bepaalde categorieën personeelsleden van het door de Franse Gemeenschapscommissie ingerichte onderwijs, die noch onder de toepassing vallen van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, noch onder die van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, steeds wordt bezoldigd op grond van de voornoemde provinciale Resoluties van 27 oktober 1972;

Overwegende dat deze personeelsleden bijgevolg niet genieten van hetzelfde stelsel als het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde personeel, met name op het vlak van de valorisatie van de verworven ervaring;

Overwegende dat, daar waar de Franse Gemeenschap aan haar onderwijzers een regelmatige loonsverhoging heeft toegekend, op de niet-gesubsidieerde personeelsleden, die werden aangeworven door de Provincie vóór haar splitsing of door de Franse Gemeenschapscommissie, sinds 1 november 1993 een onveranderd barema van toepassing is;

Overwegende dat er bijgevolg een weddeverschil bestaat tussen personeelsleden die houder zijn van eenzelfde bekwaamheidsbewijs, een ambt uitoefenen binnen eenzelfde instelling en hetzelfde ambt en dezelfde verantwoordelijkheden waarnemen;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Dit besluit is van toepassing op alle personeelsleden die onder de toepassing vallen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 mei 2009 tot vaststelling van het statuut van bepaalde categorieën personeelsleden van het door de Franse Gemeenschapscommissie ingerichte onderwijs, die noch onder de toepassing vallen van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, noch onder die van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra.

§ 2. Dit besluit is eveneens van toepassing op het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijzend en hiermee gelijkgesteld personeel dat geniet van een weddencomplement ten laste van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. Het gebruik in dit besluit van de mannelijke vorm is gemeenschaptig om de leesbaarheid van de tekst te garanderen, onverminderd de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

Art. 3. De bepaling die zijn opgenomen in het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs zijn mutatis mutandis van toepassing op het in artikel 1 bedoelde personeel.

Art. 4. Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 12, 22 en 23, zijn de bepalingen die zijn opgenomen in het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, mutatis mutandis van toepassing op het in artikel 1 bedoelde personeel.

Art. 5. Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 12 en 23, zijn bepalingen die zijn opgenomen in het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de weddeschalen van het personeel van de leergangen voor sociale promotie die onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur ressorteren, mutatis mutandis van toepassing op het in artikel 1 bedoelde personeel.

Art. 6. De bepalingen die zijn opgenomen in het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, zijn mutatis mutandis van toepassing op het in artikel 1 bedoelde personeel.

Art. 7. De bepalingen die zijn opgenomen in het ministerieel besluit van 20 augustus 1959 tot vaststelling van de duur der in aanmerking komende diensten welke de leden van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs als waarnemer gepresteerd hebben, zijn mutatis mutandis van toepassing op het in artikel 1 bedoelde personeel.

Art. 8. De bepalingen die zijn opgenomen in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 september 1990 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die tijdelijk aangesteld worden in een beter bezoldigd ambt dan dat waarin zij vast benoemd zijn, zijn mutatis mutandis van toepassing op het in artikel 1 bedoelde personeel.

Art. 9. De bepalingen die zijn opgenomen in artikel 3 van het decreet van 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zijn mutatis mutandis van toepassing op het in artikel 1 bedoelde personeel.

Art. 10. De bepalingen die zijn opgenomen in het koninklijk besluit van 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en aan de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt, zijn mutatis mutandis van toepassing op het in artikel 1 bedoelde personeel.

Art. 11. § 1. Voor de lezing van de in de artikelen 4 en 5 bedoelde teksten, dienen op de volgende barema's de overeenkomende Etnic-codes te worden toegepast :

Barema 358 : code 143/1

Barema 359 : code 153

Barema 301 : code 216

Barema 159 : code 150

Barema 507 : code 465

Barema 164 : code 167

Barema 151 : code 015

Barema 501 : code 415

Barema 316 : code 260

Barema 231 : code 231

Barema 125 : code 030

Barema 122 : code 020

Barema 311 : code 240

Barema 377 : code 416

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit, omvat de erkende nuttige ervaring alle beroepservaring van een minimale duur van 2 jaar die het voor het personeelslid mogelijk heeft gemaakt om een nuttige ervaring op te doen voor het ambt dat hij dient uit te oefenen.

Het personeelslid maakt elk document, dat een bewijs kan leveren van deze ervaring, over aan de administratie, die na analyse de Minister belast met Onderwijs verzoekt om een akkoord inzake de valorisatie van deze nuttige ervaring.

Art. 12. Aanvullend bij de bepalingen die zijn opgenomen in het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat en bij de bepalingen die zijn opgenomen in het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de weddeschalen van het personeel van de leergangen voor sociale promotie die onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur ressorteren, worden de barema's van de volgende ambten als volgt toegewezen :

A. Wervingsambt

§ 1. Van het onderwijzend personeel

* Belast met cursussen :

Houder van een diploma van hoger onderwijs van de 1e of 2e graad : 1/800e, per lesuur, van het gemiddelde van het minimumwedde en het maximumwedde van de weddeschaal 301/2

Houder van een universitair diploma : 1/800e, per lesuur, van het gemiddelde van het minimumwedde en het maximumwedde van de weddeschaal 501/2

§ 2. Van het opvoedend hulppersoneel

1. Sportinstructeur :

Houder van een G.H.S.O. of H.S.T.O. en beschikkend over een erkende nuttige ervaring 125

Houder van een G.H.S.O. of H.S.T.O. en houder van een document dat uitgaat van een erkende sportfederatie en dat zijn ervaring in het betrokken domein bewijst 159

2. Studiemeester-opvoeder :

Houder van een G.H.S.O. of H.S.T.O. 122

Houder van een G.H.S.O. of H.S.T.O. en beschikkend over een erkende nuttige ervaring 125

Houder van een H.T.S.1g of S.T.L.1g (indien 900 lestijden) 857 of 394

Houder van een H.T.S.1g of S.T.L.1g (indien 900 lestijden) + GBB/CNTM 301 of 358

Houder van een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de sociale of pedagogische categorie met ten minste 900 lestijden	301 of 358
3. Studiemeester-opvoeder in een internaat :	
Houder van een G.H.S.O. of H.S.T.O.	125
Houder van een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de sociale of pedagogische categorie met ten minste 900 lestijden	301
Houder van een bekwaamheidsbewijs van de 2e of 3e graad	301
§ 3. Van het personeel belast met administratief werk	
* Secretaris-bibliothecaris :	
Houder van een G.H.S.O. of H.S.T.O. . 122 Houder van een G.H.S.O. of H.S.T.O. en beschikkend over een erkende nuttige ervaring	125
Houder van een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de sociale of pedagogische categorie met ten minste 900 lestijden	301
* Econoom in een internaat :	
Houder van een G.H.S.O. of H.S.T.O. en beschikkend over een erkende nuttige ervaring	125
Houder van een H.T.S.1g	301
Houder van een licentiaats- of masterdiploma	359
§ 4. Van het paramedisch personeel	
* Zorgkundige :	
Houder van een G.H.S.O. (in een specialiteit behorende tot het ambt) + erkende nuttige ervaring. 125	
Houder van het brevet van verpleger	159
B. Selectieambt	
Opvoeder-chef	231
Verantwoordelijke van het praktijkrestaurant « Free-Flow » van het CERIA	231
C. Bevorderingsambt	
Pedagogisch inspecteur	507
Beheerder van een internaat	164
Beheerder	164
Verantwoordelijke van de schoolrefters	377

Art. 13. § 1. De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde personeelsleden die door de Provincie Brabant of de Franse Gemeenschapscommissie een geldelijke anciënniteit erkend hebben gekregen die hoger ligt dan deze die wordt toegestaan door de Franse Gemeenschap, verkrijgen een complement dat gelijk is aan het door het erkende anciënniteitsverschil gegenereerde weddeverschil.

§ 2. De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde personeelsleden die door de Provincie Brabant of de Franse Gemeenschapscommissie een barema toegewezen hebben gekregen dat recht geeft op een voordeligere weddeschaal dan deze die wordt toegewezen door de Franse Gemeenschap, verkrijgen een complement dat gelijk is aan het door het baremaverschil gegenereerde weddeverschil.

Art. 14. De in artikel 1, § 1, van dit besluit bedoelde personeelsleden, die behoren tot de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel, toegewezen zijn aan een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs van de Franse Gemeenschapscommissie en houder zijn van een getuigschrift van bekwaamheid tot het opvoeden van leerlingen met specifieke behoeften, verkrijgen een weddecomplement dat gelijk is aan 15 % van hun wedde.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden, verkrijgen eveneens een complement van 15 % dat berekend wordt op basis van het vakantiegeld en de eindejaarstoelage.

Het weddecomplement wordt gelijk met de wedde en volgens dezelfde bezoldigingswijze vereffend. Het wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de pensioenen en van de inhoudingen voor pensioenen.

Art. 15. De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde personeelsleden, die behoren tot de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel, toegewezen zijn aan een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs van de Franse Gemeenschapscommissie en houder zijn van een getuigschrift van bekwaamheid tot het opvoeden van leerlingen met specifieke behoeften, verkrijgen een weddecomplement dat gelijk is aan 15 % van hun wedde, onder aftrek van het weddesupplement dat hen wordt toegekend op grond van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 september 1991 tot toekenning van een bijwedde aan de personeelsleden van het gespecialiseerd onderwijs die houder zijn van het getuigschrift van bekwaamheid tot het opvoeden van leerlingen met specifieke behoeften.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden, verkrijgen eveneens een complement van 15 % dat berekend wordt op basis van het vakantiegeld en de eindejaarstoelage.

Het weddecomplement wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de pensioenen en van de inhoudingen voor pensioenen.

Art. 16. Een nachtpremie wordt toegekend aan personeelsleden die actief zijn als studiemeester - opvoeder in een internaat en prestaties uitvoeren tussen 22u en 6u s morgens. Deze premie is forfaitair vastgesteld op 3 euro bruto per nacht en wordt geïndexeerd en opgeteld bij het wedde.

Art. 17. Aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden, wordt een haard- of standplaatstoelage toegekend onder dezelfde voorwaarden als deze die van toepassing zijn op de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 18. Het aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden toegekende vakantiegeld wordt berekend en vereffend overeenkomstig de bepalingen die zijn opgenomen in hoofdstuk VII van titel 1 van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding.

Art. 19. De aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden toegekende eindejaarstoelage wordt berekend en vereffend overeenkomstig de bepalingen die zijn opgenomen in het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt.

Art. 20. Een vergoeding wegens begrafenis kosten wordt toegekend in geval van overlijden van een personeelslid overeenkomstig de bepalingen die zijn opgenomen in het koninklijk besluit van 19 februari 1970 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafenis kosten in geval van overlijden van sommige personeelsleden, die onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur ressorteren.

Art. 21. In geval van een opwaardering van een barema of een herziening van een aan een ambt gekoppeld barema door de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt de toepassing van de artikelen 3 tot en met 12 van dit besluit voorafgaand onderworpen aan een overleg in Sector XV en aan de goedkeuring van het College.

Art. 22. § 1. In afwijking van artikel 12, punt A., Wervingsambt, § 2, 3., Studiemeester-opvoeder in een internaat, behouden de op de goedkeuringsdatum van dit besluit over barema 359 beschikkende personeelsleden het voornoemde barema, voor zover zij het ambt van studiemeester-opvoeder in een internaat uitoefenen.

§ 2. In afwijking van artikel 16, kunnen de studiemeesters-opvoeders in een internaat die over barema 359 beschikken geen aanspraak maken op de verkrijging van nachtpremies.

Art. 23. § 1. Tot 30 juni 2010, genieten de hieronder opgesomde personeelsleden voor de berekening van hun niet-gesubsidieerd weddecomplement van de volgende barema's :

Voor het « Institut Robaye » :

Directeur : 5/100e van het gemiddelde van het minimumwedde en het maximumwedde van de weddeschaal 311/2

Studiemeester-Opvoeder 157

§ 2. Het hieronder bedoelde personeelslid geniet voor de berekening van zijn wedde en pensioen van het volgende barema :

* Ombudsman :

Houder van een G.H.S.O. of H.S.T.O. en beschikkend over een erkende nuttige ervaring 358

Art. 24. Paramedische personeelsleden die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit beschikten over een weddecomplement voor buitengewone en veranderlijke dienstverstrekingen, die terzelfdertijd bestaan uit nachtwerk, zondagswerk en werk op feestdagen (10 % van de eerste weddentrap van de weddeschaal die overeenstemt met hun ambt) behouden dit voordeel.

Art. 25. De in artikel 1, § 1, van dit besluit bedoelde personeelsleden die vóór 31 december 1994 vast benoemd werden door de Provincie Brabant behouden het recht op een pensioen dat wordt berekend volgens de teksten die de door de Provincie Brabant toegekende pensioenen regelen.

Art. 26. In afwijking van de bepalingen van dit besluit, blijven de personeelsleden van het onderwijs, die ten laatste op 31 december 1994 werden aangesteld door de Provincie Brabant, genieten van de gunstigere bepalingen die zijn opgenomen in de Resoluties van de Provincieraad van Brabant met betrekking tot de bezoldigingsregeling.

Art. 27. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2008.

Art. 28. Het Lid van het College bevoegd voor Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 oktober 2011.

Door het College :
Chr. DOULKERIDIS,

Voorzitter van het College belast met Onderwijs